
Le foulard islamique à l'école

Essai d'approche féministe et laïque

Régine Dhoquois-Cohen

Les travaux préparatoires de la conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin, le déroulement de celle-ci ainsi que les discussions au sein du forum des ONG, ont permis de mesurer l'ampleur des problèmes à résoudre pour parvenir à une égalité de droit et de fait entre hommes et femmes dans le monde, et ce, malgré les incontestables progrès accomplis dans certains pays depuis une trentaine d'années. L'opposition, parfois violente, de certains Etats catholiques et islamistes à la reconnaissance de l'égalité hommes/femmes et de droits sexuels pour les femmes a montré, s'il en était besoin, que les obstacles se situaient à l'interface du politique et du culturel.

Revenir sur le port du foulard islamique à l'école laïque permet, au travers du symbole qu'il représente, d'aborder concrètement l'un des aspects essentiels de la confrontation Islam/Occident: la centralité de l'exclusion ou de la réclusion des femmes, chez les partisans d'un islamisme radical, contraire à une vision du monde fondée sur l'égalité entre hommes et femmes et sur une authentique mixité. L'égalité suppose la mixité, c'est-à-dire, la possibilité de participer aux mêmes activités, sans entraves particulières. La non mixité engendrée par le port d'un signe distinctif, quel qu'il soit, est le fondement d'une forme d'*apartheid*.

Le voile n'est certes qu'un objet, qu'un chiffon disent certains, montrant ainsi leur agacement face à un débat qui à leur yeux n'a pas lieu d'être. Mais il n'est pas un vêtement comme un autre. Il stigmatise le corps de la femme en le cachant. Ce corps devient pour ceux qui le regardent, mais aussi pour la femme masquée, un objet qui n'existe plus que pour attiser la convoitise de l'homme.

Dans cette conception des rapports hommes/femmes, le désir féminin est nié dans son éventuelle multiplicité et le désir masculin se voit réduit à

Hiver 1995-1996

l'état de besoin irrépressible, négatif et bestial.

Le danger de "l'exposition" du corps des femmes, pour la solidité de la famille patriarcale, revient sous d'autres formes dans les discours et les pratiques des fondamentalistes des trois grandes religions monothéistes. La fonction reproductrice des femmes doit être surveillée par les hommes, afin qu'ils puissent être rassurés sur leur paternité.

Le foulard islamique veut nier la liberté de la femme en tant que sujet dans les jeux de séduction, (même si heureusement il n'y parvient pas totalement), qui font partie d'un processus de libération sexuelle, commencé dans certains pays dans les années 60.

Bien sûr, cette libre disposition de son corps implique que l'on puisse vouloir le cacher volontairement. Si cette volonté est exempte de tout vice du consentement au sens général du terme (et la pression identitaire pourrait alors s'apparenter à l'un de ces vices), on ne peut que l'accepter, dans la mesure où ce vêtement ne remet pas en cause de manière ostentatoire la mixité sociale, et la première de toutes qui est la condition de l'autre, la mixité scolaire, sous la forme notamment de la participation à certaines activités et par exemple aux cours de gymnastique et de biologie.

Mais ce respect de la liberté d'autrui qui caractérise le système démocratique — même imparfait — n'implique pas que l'on doive renier les combats menés pour une véritable libération des femmes, qui passe entre autres par la libération de leur sexualité et donc par le contrôle de leur fécondité et la liberté de l'avortement. Ces conquêtes qui ne sont effectives que pour une minorité de femmes et dont on sait qu'elles sont actuellement remises en question un peu partout dans le monde, font partie des conditions nécessaires sinon suffisantes qui pourront conduire un jour à la fin de la division sexuelle du travail, au partage égal du travail domestique, à la non appropriation de la femme... Que cette transformation des mœurs pose des problèmes en termes de transition dans les rapports entre hommes et femmes ne fait qu'insister sur l'importance structurelle de ces changements, mais ne peut, en aucun cas, les remettre en cause.

Cette approche qui se revendique à bon droit du féminisme, peut se trouver en contradiction avec d'autres théories qui se disent elles aussi féministes et qui sévissent notamment aux Etats-Unis. Pour certaines théoriciennes féministes, tout homme étant un violeur potentiel, les femmes doivent éviter de le provoquer, par des tenues trop dénudées, et dénoncer la moindre tentative de séduction. On observe une curieuse ressemblance entre cette vision des rapports hommes/femmes (politiquement correcte?) et celle développée par Madame Mostafavi, professeur de philosophie à l'Université de Téhéran et présidente de l'Association féminine de la République Islamique: "*Le voile est notre limite. Si vous le portez, vous n'aurez que 1% de chances de séduire ou d'être séduite... Cacher son corps évite à l'homme de faire ressortir sa nature négative.*"¹ L'autre, l'Homme, devient l'ennemi potentiel, le violeur potentiel. Les dégâts commis par le refus de la différence ne sont plus à démontrer.

Maurice Agulhon, professeur au Collège de France et historien de

l'idée républicaine, affirme dans un article paru dans l'Histoire (N°185-Février 1995): "*La question n'est pas celle de la discipline scolaire et de ses retombées psychologiques, elle est celle d'un choix idéologique de fond qu'on aurait bien tort d'éluider: le foulard islamique est-il un signe du Mal? Si l'on répond oui, on approuve la règle d'exclusion; si l'on répond non, on la conteste. Je plaide seulement ici pour que l'on porte le débat à ce niveau, et qu'on le mène franchement.*"

En évoquant le Mal, il va sans doute trop loin, car la notion de Mal opposée à celle de Bien de façon manichéenne ne peut pas être une question objective ou scientifique... Par contre, ce que l'on doit évoquer, ce sont les valeurs démocratiques que nous souhaitons défendre dans ce pays. Si nous estimons que le foulard islamique constitue une négation de ces valeurs, alors il nous faut le condamner sans appel.

Mais après cette condamnation, le problème de l'exclusion n'est pas pour autant résolu. En effet la difficulté dans cette affaire est qu'il s'agit pour les jeunes filles concernées d'une *double peine*: le voile et ce qu'il implique, auquel vient s'ajouter l'exclusion de l'école. Il m'apparaît donc que la seule possibilité — qui est loin d'être satisfaisante — est d'avoir une position de principe très ferme de condamnation du foulard islamique et une tactique pragmatique d'opposition à l'exclusion des jeunes filles qui acceptent de suivre les cours. Ici comme ailleurs, il ne peut pas y avoir de position pure et dure.

J'insiste sur le fait qu'il s'agit là d'une position pragmatique. Le fait que beaucoup de ces jeunes filles portent le voile islamique soit comme une réponse au racisme ambiant, soit comme une recherche d'identité perdue, ou encore comme un signe de révolte adolescente contre des parents dont elles estiment qu'ils ont fait fi de leur dignité et de leur culture² ne peut en rien "purger" le foulard des symboles d'aliénation de la femme qu'il représente. Laïcité et mixité sont pour moi étroitement liées. Et c'est au nom de ces valeurs conquises de haute lutte et toujours remises en question que l'on doit éviter cette double peine qui pèse sur ces jeunes filles, en dialoguant avec elles, en faisant preuve de compréhension, en traitant les problèmes au cas par cas, comme le recommandent et le Conseil d'Etat et la circulaire Jospin.

Cette approche implique que tout discours, communiqué ou article se réclamant des droits de l'être humain, tiennent les deux bouts de la contradiction. Or, et c'est le deuxième point que je voudrais soulever, on assiste depuis quelques mois à une dérive du discours "labellisé" de gauche à propos du foulard islamique. On nous parle du danger du racisme, de la politique menée contre les immigrés, de la spécificité du racisme contre les Français ou les étrangers d'origine arabo-musulmane, de l'obsession sécuritaire à la suite de la montée du terrorisme. Par contre, à propos des droits des femmes, de leur liberté, on n'entend qu'un murmure presque culpabilisé.

Ce discours que l'on retrouve à d'autres occasions, m'inquiète pour plusieurs raisons. Il risque la démagogie, en niant le danger intégriste. Nous savons tous que la majorité des immigrés ou des Français d'origine arabo-musulmane n'adhèrent pas à un quelconque intégrisme; mais, qui

peut affirmer que les minorités intégristes actives ne constituent pas un danger pour la sécurité des personnes, concept qui fait partie des droits fondamentaux de la personne humaine? Dans ce contexte, toute condamnation sans nuances d'une politique sécuritaire, ne peut que radicaliser vers la droite nombre de gens qui refusent cet irénisme.

Il rappelle un discours tiers-mondiste, qui oublie les oppressions à l'intérieur des pays du Sud, pour ne favoriser que l'oppression subie par le Sud du fait des pays du Nord. Cette absurde unilatéralité fait d'une part peu de cas de la réalité, ce qui est grave en soi, mais implique d'autre part une sorte de condamnation implicite des "fausses" démocraties du Nord, qui ne seraient fondées que sur des valeurs hypocrites. Une telle approche oublie que l'impérialisme n'est pas un monopole du Nord. Quid de l'impérialisme japonais, chinois, indien, brésilien etc? On frémit en lisant les propos suivants de Hassan el-Tourabi, secrétaire général de la Conférence populaire islamique: "*L'Occident utilise l'économie, la science et la puissance militaire pour sauvegarder ses acquis. Mais les exemples du Japon, de la Chine et des dragons asiatiques montrent qu'existent des modèles économiques et culturels valables en dehors de l'Occident.*"³ Est-ce ainsi que nous sortirons du marasme idéologique dans lequel nous sommes tous? Dans le même sens, ce discours occulte le fait qu'une véritable démocratie ne peut pas exister tant qu'il y a appropriation privée des moyens de production et qu'en la matière, nous sommes tous en panne d'idéologie de rechange. En matière de démocratie, il n'existe pas d'absolu, mais une *tension vers* quelque chose qui y ressemble et qui est, sans conteste, plus positive qu'une absence complète de démocratie, même si le pays totalitaire se situe géographiquement au Sud!

Il s'appuie sur la nécessité d'un certain communautarisme pour résister au rejet. Or, ce repli communautaire, dont on voit les conséquences dramatiques un peu partout dans le monde, ne peut en aucun cas être un modèle. L'intégration de millions d'immigrés en France, s'est faite depuis plus d'un siècle par l'adhésion à certaines valeurs républicaines, qu'aucun défenseur des droits de l'homme ne peut refuser, sauf à contester l'universalisme des Droits de l'Homme, ce qui est un autre débat.

Enfin, ce discours distingue des fronts principaux, la lutte contre le racisme et la xénophobie, l'accès égal à l'éducation pour tous et toutes — qui sont bien sûr des éléments fondamentaux — et un front secondaire (des "coutumes" — et là on voit pointer le relativisme culturel — nous dit Hassan el-Tourabi dans l'interwiev précitée) dont fait partie la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes. On peut légitimement craindre en la matière un retour en arrière pour les femmes. Or la liberté des femmes n'est pas la limite mais la condition de la liberté humaine.

Régine Dhoquois-Cohen est professeur de sociologie à l'Université Paris VII.

¹ *Le Journal du dimanche*, 18 juin 1995.

² Farhad Khosrokhavar et Françoise Gaspard, *Le foulard et la République*, La Découverte, 1995.

³ *Croissance*, mai 1995.